



12 mars 2021

(21-2074)

Page: 1/2

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE
DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

ROYAUME-UNI: ORDONNANCE DE 2007 SUR LES BREVETS (PAYS PARTIES À LA CONVENTION)

Membre présentant la notification	ROYAUME-UNI
--	--------------------

Précisions sur le texte juridique notifié

Intitulé	Ordonnance de 2007 sur les brevets (pays parties à la Convention)
Objet	Brevets (y compris la protection des variétés végétales)
Nature de la notification	<input checked="" type="checkbox"/> Principales lois ou réglementations consacrées à la propriété intellectuelle <input type="checkbox"/> Autres lois ou réglementations
Lien vers le texte juridique*	https://ip-documents.info/2021/IP/GBR/21_1474_00_e.pdf
Situation de la notification	<input type="checkbox"/> Première notification <input type="checkbox"/> Modification ou révision du texte juridique notifié <input checked="" type="checkbox"/> Remplacement ou consolidation du (des) texte(s) juridique(s) notifié(s)
Références des notifications précédentes	IP/N/1/GBR/P/1
Brève description du texte juridique notifié	
Cette ordonnance déclare les pays indiqués sur la liste comme étant des pays parties à la Convention aux fins de l'article 5 de la Loi de 1977 sur les brevets.	
Langue(s) du texte juridique notifié	Anglais
Entrée en vigueur	6 avril 2007
Autre date	

Précisions sur la notification

Date de présentation de la notification	9 février 2021
--	----------------

Autres renseignements	https://www.legislation.gov.uk/uksi/2007/276/introduction/made Cette ordonnance abroge l'Ordonnance de 2006 sur les brevets (pays parties à la Convention) (SI 2006/315) (l'"Ordonnance de 2006").
Organisme ou autorité responsable	UK Intellectual Property Office Concept House Cardiff Road Newport South Wales NP10 8QQ Royaume-Uni information@ipo.gov.uk 0300 300 2000 Depuis un autre pays que le Royaume-Uni: +44 (0)1633 814000

* Des liens sont fournis vers les textes des lois et des règlements notifiés au titre de l'Accord sur les ADPIC sous la formule utilisée par le Membre concerné; le Secrétariat de l'OMC ne valide pas leur contenu ni ne le révisé.